

## UNITE NATIONALE CITOYENNE

Comité de pilotage du jeudi 6 mai 2021 (en visio-conférence)

*Présents : Bernard Duchaussoy, Ludovic Demathieu, Nicolas Faïche, Dominique Jamet, Jean-Christophe Lebert, François Morvan, Stéphane Loth.*

**Dominique Jamet ouvre la réunion par un point sur l'actualité.**

La perspective d'un desserrement progressif des contraintes liées à la pandémie laisse enfin entrevoir une lueur au bout du tunnel que nous traversons depuis plus d'un an. Du coup, le Covid cesse d'être l'unique sujet des conversations et des préoccupations. L'intérêt pour les élections locales des 20 et 27 juin prochains s'est brusquement réveillé, la vie politique a repris son cours avec d'autant plus de virulence que derrière la brève campagne qui démarre se profile déjà l'ombre de l'élection présidentielle d'avril 2022.

L'annonce, par Jean Castex en personne, de la fusion entre Républicains et Marcheurs dans la région PACA est d'abord apparue comme un succès pour la « majorité » présidentielle. Renforcé par l'apport de Sylvie Cluzel, soutenu par les maires de Nice et de Toulon, Renaud Muselier semblait assuré d'arriver en tête du premier tour. Hébergée comme un coucou dans le nid des Républicains, la LREM évitait le décompte de ses voix. La recette, concoctée dans les arrières-cuisines où se mijote la bonne vieille tambouille politicienne, faisait ressortir l'absence de tout différend idéologique entre le parti dont Christian Jacob s'évertue à maintenir l'unité et un gouvernement qui, après Edouard Philippe, a de nouveau débauché dans ses rangs son Premier ministre et compte, avec Bruno Le Maire, Gérard Darmanin, Sébastien Lecornu et quelques autres, tant d'anciens compagnons de route de Chirac ou de Sarkozy.

L'affaire, bien conçue, mais mal préparée, a tourné au fiasco. Elle a fait ressortir crûment la faiblesse d'une LREM toujours en quête d'implantation locale et la fragilité d'un vieux parti en voie de dislocation où cohabitent de plus en plus difficilement notables tentés pas les sirènes du macronisme, tenants de l'immobilisme attachés à une « vieille maison » qui n'a plus de raison d'être, et cryptolepénistes qui ne trouvent plus à reprocher au Rassemblement national que son inexpérience. La cloison érigée et jusqu'ici maintenue entre les Républicains et le Rassemblement national n'est plus

étanche. Le pari d'Emmanuel Macron est de siphonner les voix du marais ex-gaulliste, son risque est d'en perdre à gauche autant et plus qu'il en gagnerait sur sa droite en fournissant à des millions d'électeurs lassés d'élire par défaut des présidents de droite le prétexte rêvé pour préférer au fameux « front républicain », ce marché de dupes, l'abstention, le vote blanc, voire le report sur Marine Le Pen.

L'épisode de la « lettre des généraux » n'a pas seulement témoigné du malaise d'un certain nombre de militaires sortis de leur réserve, elle est révélatrice de la droitisation du pays, directement liée au triptyque insécurité – immigration – terrorisme. Un sondage subséquent n'a-t-il pas établi que 84% des Français sont sensibles à la montée de la violence, 73% constatent et déplorent le déclin, le « délitement » de la France, 58% soutiennent l'initiative des « généraux », et ils sont même encore 49% qui ne verraient pas d'un mauvais œil une intervention spontanée de l'armée pour mettre fin au désordre où nous sommes : un chiffre tout simplement stupéfiant.

Sur la base de cette situation, le plus simple pour Marine Le Pen est de se faire discrète, rassurante, d'en faire, d'en dire le moins possible. Le pire qui pourrait lui arriver serait une prolifération de candidats proches de sa sensibilité (Zemmour, Philippe de Villiers, le général de Villiers, Dupont-Aignan...) qui joueraient, consciemment ou non, le rôle d'idiots utiles au pouvoir et n'auraient pour intérêt, sinon pour but, que de l'empêcher de parvenir au second tour. La dédramatisation du R.N. est en grande partie un fait accompli. Les attaques lancées contre « l'extrême-droite » : « bruits de bottes », « milices fascistes », mobilisation de Dupont-Moretti, exhumation de l'affaire des assistants parlementaires, ne portent plus. L'actualité travaille pour elle.

Quant à la gauche, ou plutôt aux gauches, alors qu'elles sont déjà à leur plus bas historique, elles font ce qu'il faut pour baisser encore. Divisions, querelles de personnes, comportement suicidaire des écologistes, mégalomanie furibonde de Mélenchon, refus d'un programme commun, absence d'incarnation, la gauche, pour la première fois depuis cinquante ans, passe son tour.

Pour François Morvan, le sort d'Emmanuel Macron est réglé. La porte qu'on avait cru voir s'ouvrir en 2017 s'est refermée. Surgi et propulsé sur le devant de la scène par une irrésistible envie de dégagisme, qui confondait dans la même condamnation la classe politique et les vieux partis vermoulus, un homme jeune, un homme nouveau allait inventer une façon nouvelle et moderne de faire de la politique, rassurer la droite, dynamiter la gauche,

bousculer le système, réformer et rénover la France. La mondialisation allait faire ruisseler la prospérité sur la « Start up nation »... On a vu ce qu'il en était. En accumulant les maladroites, d'un point de vue personnel comme d'un point de vue politique, en apparaissant comme un personnage arrogant, déconnecté de la réalité, comme l'ami des riches, en présentant des dossiers mal préparés, en multipliant les initiatives désordonnées dont la plupart n'ont pas abouti, abandonnées en chemin, dénaturées, remises aux calendes grecques, en apparaissant comme un personnage arrogant, déconnecté des réalités, un technocrate sans cœur, l'ami des riches, le Bonaparte médiatique a fait pschitt et poursuivi la politique néo-libérale et europhile menée par ses prédécesseurs, de droite comme de gauche. Pendant dix-huit mois la jacquerie des Gilets jaunes a mis la France à feu et à sang. Puis est venue la crise sanitaire dont le traitement initial puis la gestion ont révélé en particulier le délabrement de notre système de santé, mais plus généralement le déclin de notre pays et l'incapacité du pouvoir.

Macron est mort. Définitivement discrédité à gauche, il cherche, très logiquement, son salut à droite et tente de rallier les Républicains avec lesquels il n'a en effet aucun désaccord idéologique de fond. Mais pourquoi ce qui n'est plus aujourd'hui qu'un syndicat d'élus qui n'est cimenté que par l'ambition et l'exercice du pouvoir local puis national irait-il miser sur un cheval boiteux, sur un perdant ? Les Français demandent de l'autorité, le désordre croissant les effraie. Xavier Bertrand veut émerger comme le leader naturel des Républicains, en se faisant désigner par leurs électeurs, sans passer par les Fourches caudines de la primaire. C'est pourquoi il tient aujourd'hui un discours de droite et s'adresse à l'électorat de droite en prévision des élections régionales, galop d'essai avant le premier tour de la présidentielle, se réservant, lorsque viendra le deuxième tour, d'élargir son audience et son projet en lui donnant une dimension sociale.

Jean-Christophe Lebert constate qu'au moment où nous sommes, Xavier Bertrand est bien le seul candidat qui émerge en dehors des deux adversaires prévus depuis des mois pour faire l'affiche du second tour et déplore qu'aucun candidat (autre que Marine Le Pen) n'incarne aujourd'hui le souverainisme. Ni Philippot, largué, ni Julien Aubert, pas encore décidé à sauter le pas. Il craint que le système, convaincu de la chute de crédibilité de Macron, a déjà choisi sa roue de secours, selon toute probabilité en la personne d'Edouard Philippe, qui n'est pas impopulaire, lui.

Dominique Jamet estime que les élections à venir dans quelques semaines, et d'abord les régionales, plus politiques et plus suivies que les départementales,

sont de nature à avoir un effet de décantation décisif en rebattant et en redistribuant les cartes. Les candidats déclarés ou supposés d'aujourd'hui ne sont pas les candidats d'août ou de septembre prochains. Rien n'est encore joué dans le climat troublé, instable et incertain que nous connaissons et bien entendu l'évolution de la crise sanitaire constitue l'un des éléments d'incertitude, et non des moindres, qui sont de nature à changer la donne dans un sens ou l'autre. A suivre.

---

Nous avons reçu à ce jour des contributions de Bruno Triquenaux, Laurent Baron, Michel Gateau à la définition des points essentiels de ce que pourrait être notre plate-forme ou notre charte programmatique. Dominique Jamet et Jean-Christophe Lebert s'engagent à approfondir leur réflexion sur ce sujet que nous mettrons à l'ordre du jour de la première réunion que nous pourrons tenir dans des conditions normales.

La prochaine réunion de notre comité de pilotage est fixée, compte tenu des disponibilités des uns et des autres, au jeudi 17 juin, à 19 heures, à la fois en « présentiel », notamment pour nos amis de la région parisienne, et pour ceux qui ne pourraient se joindre physiquement à nous, en visio-conférence. Le lieu de notre rendez-vous, vous sera indiqué prochainement.

Tous nos vœux accompagnent le sympathique tandem qui réunit nos compagnons aquitains Stéphane LOTH et Ludovic DEMATHIEU, candidats aux élections départementales dans le canton de Saintonge-Estuaire.

**Rappel** : Rassemblement place de la République samedi 29 mai, à partir de 14 heures 30, regroupant toutes les sensibilités souverainistes, pour célébrer l'anniversaire du referendum, et du non au referendum, du 29 mai 2005. Prendront notamment la parole Michel ONFRAY, Florian PHILIPPOT, Charles-Henri GALLOIS, président de Génération Frexit et organisateur de la manifestation, Giles CASANOVA, Guillaume BIGOT, Jacques NIKONOFF, Jacques COTTA, Philippe MURER et, pour l'Unité nationale citoyenne, Dominique JAMET